

U

Commission paritaire 307 pour les entreprises de courtage et agences d'assurances

Convention collective de travail du 20 mars 2000, instituant un Fonds Paritaire pour le développement de l'emploi et de la formation dans le secteur des entreprises de courtage et agences

Chapitre 1 - Constitution

Art.1 - Cette convention collective de travail est applicable à tous les employeurs et travailleurs soumis à la compétence de Commission Paritaire des entreprises de courtage et agences d'assurances.

Par travailleurs, on entend les ouvriers, masculins et féminins, les employés et le personnel de cadre.

Art.2 - Par cette convention collective de travail, un fonds paritaire est constitué conformément aux modalités prévues par la loi du 7 Janvier 1958 relative aux fonds de sécurité d'existence.

Chapitre 2 - Statuts

Art.3 - Denomination

A partir du 1^{er} avril 2000, est constitué un fonds de sécurité d'existence ayant pour dénomination « Fonds pour le développement de l'emploi et de la formation dans le secteur des entreprises de courtage et agences d'assurances, ci-après dénommé le Fonds.

Art.4 - Siège social

Le siège social est établi à 1200 Bruxelles, Avenue Albert-Elisabeth n°40.

Art.5 - But

Ce Fonds a pour but de promouvoir les activités relatives à la formation et à l'emploi au profit des employeurs et travailleurs du secteur ainsi que de financer des projets répondant à cette fin.

Ce Fonds a également pour but de soutenir les activités des organisations patronales pour défendre l'intermédiation en assurance et l'emploi de celle-ci.

Art.6 - Beneficiaires

Les bénéficiaires potentiels des activités et projets du fonds sont définis comme les employeurs et travailleurs qui, en raison de la rapide évolution technique et des changements du secteur, ont besoin d'une formation et d'un recyclage permanents tant au niveau technique que technologique.

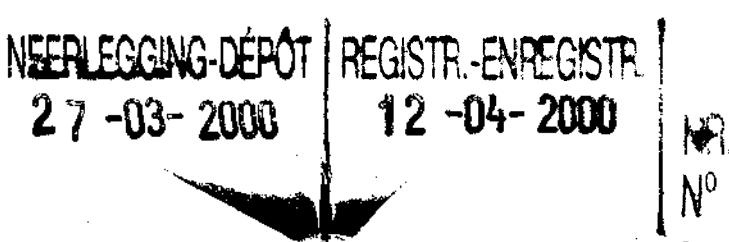
Art.7 - Financement

Les revenus du Fonds proviennent de montants versés par les employeurs de la commission paritaire des entreprises de courtage et agences d'assurances.

Ces montants sont fixes dans la convention collective de travail, conclus en Commission Paritaire et généralement obligatoirement expliqués par arrêté royal.

Art. 8 - Perception des montants

En application de la loi du 7 Janvier 1958 relative aux fonds de sécurité d'existence, le service de la Sécurité Social de l'Etat (l'ONSS) se charge de percevoir et d'encaisser les montants.



54.662 / 60/307

Art. 9 - Direction (*Gestion*)

L'organe de gestion du Fonds est le Conseil d'Administration. Ce Conseil d'Administration est constitué de 3 représentants des employeurs et de 3 représentants des travailleurs, désignés par la Commission Paritaire.

La Commission Paritaire désigne autant de membres suppléants. Les membres suppléants remplacent, avec les mêmes compétences, les membres effectifs absents.

Les membres du Conseil d'Administration désignent un président et un secrétaire.

La première fois, le président est choisi parmi les représentants des employeurs, le secrétaire parmi les représentants des travailleurs.

Ensuite, tous les deux ans, les fonctions de President et de secrétaire sont interverties entre les représentants des employeurs et les représentants des travailleurs.

Le mandat d'un membre prend fin en cas de dissolution du Fonds, de démission ou de décès ou en raison de licenciement (ou de révocation) décidé par l'organisation responsable. Le nouveau membre achève le mandat de celui ou de celle qu'il ou elle remplace.

Art. 10 –

Le Conseil d'Administration se réunit au moins deux fois par an, sur convocation du président, ou quand la moitié du nombre des membres du Conseil d'Administration en fait la demande au président.

La convocation doit être envoyée aux membres au moins dix jours ouvrables avant la réunion, avec mention de l'ordre du jour.

Figurent à l'ordre du jour au moins une fois par an :

- L'évaluation des projets réalisés ou en cours.
- L'approbation des nouveaux projets
- L'approbation des comptes annuels

Le Conseil d'Administration ne peut valablement prendre de décisions que lorsqu'au moins la moitié des représentants des travailleurs et des représentants des employeurs est présente. En cas de vote, les décisions sont prises à la majorité des voix émises au sein de chaque délégation.

Au cas où moins de la moitié des représentants des travailleurs et des employeurs serait présente à une réunion valablement convoquée, une nouvelle réunion sera organisée par le président endéans le mois à compter de la date de la réunion qui n'a pu valablement être tenue et ce, avec le même ordre du jour.

Cette réunion peut valablement prendre de décisions et ce, en dépit du nombre de personnes ou d'organisations présentes.

Art. 11 –

Le Conseil d'Administration établira un rapport annuel reprenant les comptes annuels, lequel sera soumis à l'approbation de la Commission Paritaire. Ce rapport sera remis au plus tard le 30 juin en même temps que le rapport de contrôle tel que défini à l'article 13 de la présente convention.

Art. 12 –

Le Conseil d'Administration établit un règlement d'ordre intérieur qui déterminera plus précisément les règles de fonctionnement.

Chapitre 3 - Contrôle

Art. 13 –

Conformément à la loi du 7 Janvier 1958 relative aux fonds de sécurité d'existence, la Commission Paritaire des entreprises de courtage et agences d'assurances désigne un comptable ou un réviseur pour contrôler la gestion du Fonds. Ce comptable ou réviseur doit faire rapport au moins une fois par an à la Commission Paritaire.

Chapitre 4 - Balances et comptes

Art. 14 –

L'année comptable court du 1^{er} Janvier au 31 décembre.

Les comptes de l'année écoulée sont clôturés au 31 décembre de chaque année.

Les Balances et rapports annuels doivent être soumis à l'approbation de la Commission Paritaire au plus tard dans le courant du second trimestre de l'année civile.

Chapitre 5 Duree, dissolution et liquidation

Art. 15 –

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} avril 2000 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties aux conditions suivantes :

- un délai de préavis d'au moins 6 mois
- au plus tard au 1^{er} juillet 2001
- par lettre recommandée adressée au président de la Commission Paritaire des entreprises de courtage et agences d'assurances.

La dénonciation par une des parties signataires (*de la présente convention*) a automatiquement pour conséquence la dissolution du Fonds, après l'*expiration* du délai de préavis. Avant l'*expiration* du *délai* de préavis, la Commission Paritaire doit être réunie par le président ou à la demande d'une des parties signataires. Cette Commission Paritaire décide de l'utilisation (*qui sera faite*) des biens et valeurs du Fonds après l'*apurement* du passif. Ces *biens et valeurs seront utilisées en accord avec le but que le Fonds s'était fixé au moment de sa constitution*.

La Commission Paritaire engage les liquidateurs.

Paritair comite 307 voor de makelarij en verzekeringsagentschappen

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 20 maart 2000 tot oprichting
van een Paritair Fonds ter bevordering van de werkgelegenheid en de opleiding in de
makelarij en de verzekeringsagentschappen.**

Hoofdstuk 1 - Oprichting

art. 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle werkgevers en werknemers die vallen onder de bevoegdheid van het paritair comite van de makelarij en de verzekeringsagentschappen.

Onder werknemers wordt verstaan, het mannelijk en vrouwelijk werlieden, bedienden en kaderpersoneel.

art. 2 - Met deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt een paritair fonds **opgericht** volgens de modaliteiten van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

Hoofdstuk 2 - Statuten

art. 3 - Benaming

Met ingang van 1 april 2000 wordt een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht genaamd "Fonds voor de bevordering van de werkgelegenheid en de opleiding in de sector van de makelarij en verzekeringsagentschappen" hierna het Fonds genaamd.

art. 4 - Maatschappelijke zetel

De maatschappelijke zetel is gevestigd te 1200 Brussel, Albert Elisabethlei nr 40.

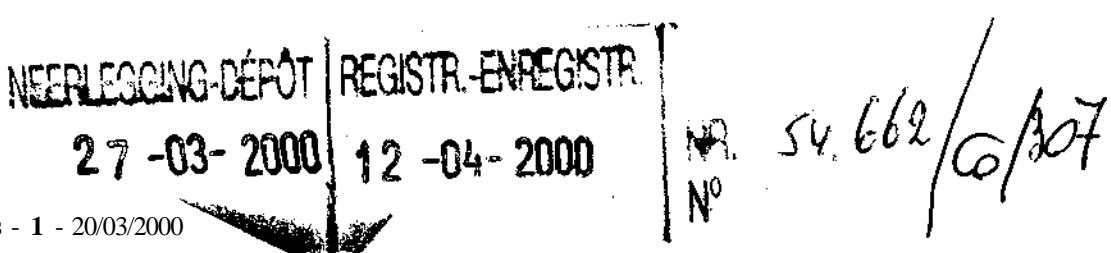
art. 5 - Doel

Dit Fonds heeft tot doel de activiteiten inzake opleiding en werkgelegenheid te bevorderen ten gunste van de werkgevers en werknemers van de sector alsook projecten te financieren die aan dit doel beantwoorden.

Dit Fonds heeft eveneens tot doel de activiteiten te ondersteunen van de patroonsorganisaties om de verzekeringsbemiddeling en de tewerkstelling ervan te verdedigen.

art. 6 - Begunstigden

De potentiële begunstigden van de activiteiten en projecten van het Fonds worden gedefinieerd als die werknemers en werkgevers die ten gevolge van de snelle technische evolutie en veranderingen in de sector nood hebben aan permanente bijscholing en opleiding zowel op technisch als technologisch vlak.



CM

art. 7 - Financiering

De inkomsten van het Fonds bestaan uit bijdragen **gestort** door de werkgevers van het paritair comite van de makelarij en de verzekeringsagentschappen.

Deze bijdragen worden vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het paritair comite, en algemeen bindend verklaard bij koninklijk besluit.

art. 8 - Inning van de bijdragen

Met toepassing van de wet van **7 januari 1958** op de Fondsen voor **bestaanszekerheid** zorgt de **Rijksdienst** voor Sociale Zekerheid voor de inning en invordering van de bijdragen.

art. 9 - Bestuur

Het beheersorgaan van het Fonds is de Raad van Bestuur. Deze raad van bestuur bestaat **uit** ~~drie~~ leden werkgeversvertegenwoordigers en 3 werknemersvertegenwoordigers , aangeduid door het Paritair Comite.

Het Paritair Comite duidt evenveel **plaatsvervangende** leden aan. De **plaatsvervangende** leden vervangen de **afwezige effectieve** leden met dezelfde bevoegdheden.

De leden van de Raad van bestuur duiden een voorzitter en een secretaris aan.

De eerste **maal** wordt de voorzitter gekozen uit de **werkgeversafvaardiging**; de secretaris uit de **werknemersafvaardiging**.

Nadien wordt **om** de twee jaar de **functie** van voorzitter en secretaris omgewisseld tussen de **werknemers-** en **werkgeversafvaardiging**.

Het mandaat van een lid eindigt door ontbinding van het Fonds, door ontslag of overlijden, of als gevolg van het door de verantwoordelijke organisatie gegeven ontslag. Het nieuwe lid voltooit het mandaat van diegene die hij of zij **vervangt**.

art. 10

De Raad van bestuur **vergadert** minstens tweemaal per jaar, op uitnodiging van de voorzitter, of wanneer de helft van het totaal aantal leden van de Raad van bestuur de voorzitter hierom verzoekt.

De uitnodiging voor de vergadering wordt minstens tien werkdagen voor de vergadering verstuurd naar de leden, met vermelding van de agenda.

Deze agenda omvat minstens **éénmaal** per jaar :

- evaluatie van de voorbije en lopende projecten
- goedkeuring van nieuwe projecten
- goedkeuring jaarrekening

De Raad van bestuur kan slechts geldig beslissen wanneer minstens de **helft** van de werkgeversafvaardiging en minstens de helft van de **werknehmersafvaardiging** aanwezig is; Bij stemmingen worden de beslissingen bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen **binnen elke afvaardiging** genomen.

Indien voor een geldig opgeroepen **vergadering** minder dan de helft van de werknehmers- of werkgeversafvaardiging aanwezig is , wordt een nieuwe vergadering door de voorzitter samengeroepen binnen de **maand** na datum van de ongeldige vergadering, met dezelfde agenda.

Deze vergadering kan geldig beslissen, ongeacht het aantal aanwezige personen of organisaties.

art. 11 -

De Raad van Bestuur **zal** een **jaarverslag** opmaken, inclusief jaarrekening, en deze ter goedkeuring voorleggen aan het Paritair Comite. Dit verslag wordt ten laatste op 30 juni voorgelegd, **samen** met controle verslag **zoals** bepaald in art 13 van deze overeenkomst.

art 12 -

De Raad van Bestuur **stelt** een **hushoudelijk** reglement op dat de werkingsregels nader zal bepalen.

Hoofdstuk 3 - Toezicht

art. 13 -

Overeenkomstig de wet van 7 januari 1958 op de fondsen voor **bestaanszekerheid** wijst het Paritair Comite voor de makelarij en verzekeringsagentschappen een accountant of revisor aan om het bestuur van het Fonds te controleren. Deze accountant of revisor moet minstens **éénmaal** per jaar verslag uitbrengen aan het Paritair Comite.

Hoofdstuk 4 - Balansen en rekeningen

art. 14 -

Het boekjaar **loopt** van 1 januari tot 31 december.

De rekeningen van het afgelopen jaar worden op 31 december van elk jaar afgesloten.

De **Balansen en de jaarverslagen** moeten ter goedkeuring voorgelegd worden aan het Paritair Comite uiterlijk in de loop van het tweede trimester van het kalenderjaar

Hoofdstuk 6 - Duur, ontbinding en vereffening

art. 15 -

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 april 2000 en is gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan door elk der partijen worden opgezegd onder volgende voorwaarden :

- een opzeggingstermijn van minstens zes maanden,
- ~~ten vliegste op 1 juli 2001~~
- door een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Comite voor de makelarij en de verzekeringsagentschappen.

De opzegging door een der ondertekenende partijen heeft automatisch de ontbinding van het Fonds tot gevolg, na het verstrijken van de opzeggingstermijn. Voor het verstrijken van de opzeggingstermijn moet het Paritair Comite worden samengeroepen door de voorzitter of op verzoek van een der ondertekenende partijen. Dit Paritair Comite beslist over de bestemming van de goederen en waarden van het Fonds na aanzuivering van het passief en geeft aan deze goederen en waarden een bestemming welke in overeenstemming is met het doel waartoe het Fonds werd opgericht.

Het Paritair Comite stelt de vereffenaars aan.